

Après les élections françaises : Etat d'urgence (Georges Labica)

Dans le déluge de commentaires, d'impressions et d'interprétations qui a suivi les élections, présidentielles et législatives, il est singulier qu'au moins aux yeux de ceux qui se réclament de la gauche, ne se soit pas imposée la seule question qui possède une importance décisive, savoir : « Comment a-t-il été possible que près de 19 millions de nos concitoyens aient donné leurs suffrages à un Nicolas Sarkozy ? »

Le phénomène n'est pas seulement surprenant, il est proprement contradictoire avec la perception que l'on pouvait avoir du personnage. Même en laissant de côté l'abondante littérature qui lui a été consacrée et la palette de jugements qui s'en dégage (carriérisme, égotisme, paranoïa, agressivité, mauvaise foi, trahison, inculture, mensonge, démagogie, - entre autres), deux traits peuvent être retenus :

- sa *nouveauté* annonciatrice de *rupture*, appuyée sur trente années d'activité politique de droite, en tant que conseiller, maire, député, ministre, président de Conseil général, et chef de parti, le tout conjointement à la gestion d'un gros cabinet d'avocat d'affaire

- son *ouverture* rénovatrice, illustrée à la fois par des mesures de rigueur budgétaire, de braderies au privé d'entreprises nationales, de dispositifs liberticides accroissant l'insécurité et instituant la xénophobie, de soumission à l'Empire étatsunien, ainsi que par des prétentions scientifiques consistant à voir dans la délinquance et le suicide des prédispositions génétiques, et enfin par des relations avec les personnages les plus douteux, des Balkany et autres Tapie aux Halliday et autres Doc Gynéco. Qui pouvait, d'autre part, ignorer que la tâche dévolue à ce candidat était de faire entrer la France dans la voie du libéralisme le plus affirmé et, pour ce faire, d'abolir les derniers obstacles hérités d'une longue tradition de luttes sociales et d'acquis politiques, autrement dit d'assurer le service exclusif de la classe dominante ?

A quoi on pourrait ajouter le caractère tout à fait atypique d'un de Nagy Bocsa, d'une famille de très fraîche implantation, par opposition à tous ses prédécesseurs, les De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand et Chirac, de souches authentiquement France profonde.

Comme l'aurait déclaré un féal, le ministre François Goulard : « Si les Français savaient vraiment qui il est, il n'y aurait pas 5% qui voteraient pour lui » (**Marianne**, 14-23.04.07)

On se souviendra, d'autre part, que la politique, dont N. Sarkozy était un des fleurons, n'avait cessé d'être désavouée, dans les urnes, depuis 2004, avec notamment 57 départements sur 100 et 20 régions sur 22, gagnés par la gauche, et dans la rue, avec 30 millions de jours de grève sur les retraites en 2003, l'échec du referendum sur l'Europe, la reculade du CPE, et cette face passablement honteuse, y compris pour la gauche, mais bien réelle, de la révolte des banlieues. La leçon était on ne peut plus claire : un gouvernement illégitime et une combativité sociale exceptionnelle en Europe. Un boulevard se trouvait ouvert à une alternance de gauche, et le P.S., qui en était le centre géométrique, ne pouvait, en effet, pas perdre.

Il ne m'échappe pas que d'autres lectures peuvent être et ont été proposées des résultats de la double consultation électorale. Aux présidentielles, un calcul reconfortant est obtenu par l'addition des votes en faveur de S. Royal (un peu moins de 17 millions), des abstentions (plus de 7 millions) et des nuls (près de 1,6 millions, -chiffre légèrement inférieur à celui de 2002). Ce qui donne 57,31% d'électeurs ne s'étant pas prononcés en faveur du vainqueur. Les 42,69% de ce dernier, dûment substitués aux 53,06% des exprimés, n'en demeurent pas moins un record et il n'est pas d'exemple en France, ou même ailleurs, d'un Président ayant rallié plus de la moitié des inscrits, le pays le plus puissant du monde, la grande démocratie américaine, figurant, on le sait, le champion du genre. Les législatives, qui

n'ont pas vu se produire le raz de marée bleu, annoncé parce que redouté, ont été saluées par des cris de joie. Certains n'ont pas craint de parler de « victoire » de la gauche, d'autres se contentant d'un « sursaut », et tous vantant le rééquilibrage, et même la « revanche », d'une opinion, dont la sagesse bien connue se serait souciée de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, donc de secréter les anti-corps susceptibles de limiter le pouvoir de la droite. Las, cet optimisme n'a pas plus de fondement que le précédent. Il dissimule à peu de frais le fait que la gauche a perdu 3 présidentielles et 3 législatives depuis 1986, que, pour la première fois, une assemblée, aussi sortante que sortie, est reconduite et surtout que l'abstention, entre les deux tours, atteint le sommet de 40%, sans analogue depuis l'instauration de la démocratie parlementaire. Cette retrouvaille de la bonne vieille pratique, qui a dominé et s'est aggravée d'élection en élection, fait, en outre, bon marché du « retour du politique » et du « triomphe de la démocratie » proclamés, à propos de la présidentielle, par le chœur politologique et médiatique.

On a voulu aussi, grâce à une boîte de tranquillisants plus efficaces, se prévaloir de ce que la gauche bénéficiait du vote des jeunes, des cadres, dynamiques évidemment, des employés et, pour faire bonne mesure, des « quartiers », alors que l'adversaire, ou plutôt le compétiteur, se contentait des managers, des patrons, du gratin dominant, des salariés (quand même) du privé, des vieux, ainsi que de ce qu'il avait « siphonné » (on l'a assez dit) du Front National. On passait sous silence le fameux « vote ouvrier », devenu majoritaire chez Sarkozy, après l'avoir été chez Le Pen. On ne se félicitait pas moins d'être revenu au bien-aimé schéma Droite/Gauche, qui n'exprimait cependant rien d'autre que le glissement vers le bipartisme à l'anglo-saxonne.

Alors, pourquoi les 19 millions ?

La combinaison de plusieurs facteurs permet d'avancer une réponse. Tout d'abord, et pour rappel, le cadre institutionnel de la Vème, qui n'est dénoncé que par les vaincus, dans la mesure où, entre autres dispositifs de manipulation, il ne met en présence que des individus. L'électeur, singulièrement le salarié, se trouve, comme le fidèle réformé ou musulman, seul et démuné, face à son Dieu, sans la médiation de quelque église. Partant, l'individu-candidat comptera plus que son programme. C'est bien ce qui s'est passé. N. Sarkozy, qui s'était mis en route, dès 2002, a réussi, en tacticien exceptionnel, un parcours pratiquement sans faute. Incarnation de la figure type du parvenu, il n'a reculé devant aucune manœuvre, - séduction, débauchage, promesses, intéressement, crocs en jambes, procès ou dénonciations, afin de mettre au point la série de hold-up, - sur le gouvernement et sur son parti, qui devaient lui assurer, après le contrôle économique financier, dont il bénéficiait déjà, la main mise sur les appareils politiques et médiatiques. Avec l'aide de quelques officines, dont certaines *think-tanks* à la française, de lobbies, dont le sioniste, chaleureusement évoqué par un Georges Frêche (24.06), et de cautions internationales, - de Bush à Blair et Merkel, il a apporté un soin particulier à la confection de son image, en procédant à de modestes autocritiques sur ses actions au ministère de l'intérieur et en s'appropriant quelques références propres à la gauche. C'est ainsi qu'après de Jaurès et Guy Môquet, on a eu droit à ce véritable régal : « Au fond, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées » (**Le Figaro**, 17.04.07). Sans remonter à Kossuth, un Bela Kun ou un Lukacs n'auraient-ils pas fait l'affaire ?

Et cela a marché. En premier lieu, à droite et au centre, ceux-là mêmes, qui auraient pu être ses adversaires et ses concurrents se sont ralliés ou soumis, les uns après les autres, et pas seulement par souci de sauvegarder leurs rentes de situations. Ensuite dans l'opinion, une partie de la gauche incluse, le personnage a pu apparaître comme authentiquement novateur et porteur en effet d'une autre manière de faire de la politique, grâce à un style direct, familier, proche des « vrais gens », faisant montre de sincérité et de dévouement, iconoclaste et

sympathiquement provocateur par ses défis, en rupture avec l'allure compassée, hautaine, paternaliste et parfois hypocrite et lâche que pouvait donner le commun des hommes politiques. Sur le fond, il est incontestable que l'accent inlassablement mis sur les thèmes de l'ordre, de la sécurité et de l'emploi, a rencontré l'écho le plus favorable. En dépit de l'échec des promesses et des expériences passées, on voulait croire s'agissant du travail (et de la croissance !), à de meilleures conditions, à des gains et des aides plus importants, pour les petites entreprises, à des charges allégées et des marchés plus accueillants, pour les jeunes, à des formations et des débouchés mieux ajustés. La sécurité sociale allait rembourser soins dentaires et lunettes. Au chapitre surtout de la paix retrouvée des citoyens, la multiplication des effectifs des forces de l'ordre et la vidéosurveillance urbaine faisaient recette. Les personnes âgées allaient pouvoir circuler tranquilles, les femmes battues goûter le bien-être du foyer. Les délinquants, de la crèche à la voyoucratie adolescente, primaires ou secondaires, recevraient les châtiments appropriés. Hors des cercles des consciences aussi sensibles que citoyennes, qui, sérieusement, s'indignait du kärcher, des reconduites à la frontière ou du rétablissement de l'autorité des maîtres ? Qui ne se réjouissait d'une immigration contrôlée ou de la perspective de devenir propriétaire ? De récents sondages ne nous apprennent-ils pas qu'un Français sur 3 ne craint pas de se déclarer raciste, que 50% de nos compatriotes jugent qu'il y a trop d'immigrés et qu'ils sont 71% à approuver le projet d'un service minimum dans les transports publics, c'est-à-dire à accepter la remise en cause du droit de grève ?

Au sein de ce tableau, la part imputable aux comportements de la gauche est, bien entendu, considérable. Il est mieux connu, sans qu'il soit nécessaire de revenir sur les thèmes de campagne et d'en faire le procès. Une « chance historique », comme on l'a avancé, a sans doute été manquée avec l'échec des comités issus du non à l'Europe. La recherche du coupable, les renvois de balle et les coups bas entre « éléphants » sont de peu d'intérêt. Restent : le refus des leaders socialistes de s'engager dans l'aventure d'un mouvement qui les aurait absorbés et auquel ils ont préféré le confort d'une « synthèse » sans contenu ; les désaccords de forme, de finalité et de programme qui ont éclaté entre les courants d'extrême gauche ; et la dispersion vouée à la défaite qui s'en est suivie. Accabler S. Royal, comme ses camarades s'y sont employés à l'envi, ne présente pas non plus un grand intérêt. Le sort de la candidate était scellé. Entre les propositions confuses de son parti qu'elle était censée porter et dont elle avouera elle-même, après coup électoral, qu'elle les a défendues sans conviction, la course qu'en conséquence elle se voyait condamnée à faire derrière les affichages de son concurrent, quand elle ne se croyait pas obligée d'en rajouter quant à l'ordre « juste » ou le drapeau, le mol soutien qu'elle recevait de la part de ses alliés comme de sa propre famille, et l'énorme machinerie médiatico-politico-financière de son adversaire, qui, ne l'oublions pas, avait mis en place leur duel, largement avant que les candidats ne soient désignés par leurs organisations réciproques, ses chances sont allées en s'amincissant. Aussi nos concitoyens ont-ils préféré à la faiblesse tranquille de Madame « Je veux » les assurances musclées d'un chef de gang. Il convient toutefois, me semble-t-il, de conférer un poids particulier à ce fait que les deux postulants élyséens avaient en commun le plus solide des points d'appui, celui de représenter le camp de la revanche du non. Quand on se souvient de l'immobilité et du silence qu'avaient substitués le pouvoir, les grandes formations politiques et syndicales, les médias, l'intelligentsia formatée et le show business lui-même, à l'autocritique que leur défaite aurait dû, en principe, leur imposer, assortie de sérieuses rectifications, à défaut de démissions, on comprend sans peine que l'occasion électorale fournissait une occasion en or, pour les uns comme pour les autres, d'enterrer le referendum et de repartir d'un *nouveau* pied, en proposant de ressusciter le projet constitutionnel. Les engagements de N. Sarkozy et de S. Royal sur ce point étaient d'une parfaite concordance

Une interprétation générale de ce phénomène, -la question des 19 millions, sous-jacente aux considérations académiques convenues portant sur « la crise de la représentation », mérite d'être évoquée. Elle concerne le divorce, qui semble s'être établi, entre le politique (P) et le social (S). On a affaire à deux modalités d'existence, enregistrées par le langage courant et tombées dans le domaine public. La « classe politique » est perçue comme étant distincte des classes et située au-dessus d'elles. Elle renvoie à des modes de vie communs aux élus, parlementaires par exemple, -leur formation, leur éducation, leurs relations sociales, leurs intérêts culturels et alimentaires, leurs loisirs. Sous le contrôle à la fois des pouvoirs économiques et médiatiques, ils s'efforcent de régler les dispositifs idéologiques. La corruption les menace en permanence et ils ne peuvent éviter le clientélisme. Les « vrais gens », de leur côté, représentent la masse des électeurs, - le peuple, privés de représentation politique directe, accaparés par les soucis du quotidien et réduits à la condition de citoyens « passifs » et de consommateurs. Pour définir les liens entre ces deux catégories, l'image de la mode (P) paraît commode. Le public (S) convié à un défilé et invité à choisir ne dispose pas des moyens d'acquérir un modèle, les créateurs lui proposent alors du prêt-à-porter, réputé accessible à chacun. De fait, ces mondes séparés ne se rencontrent guère qu'à l'occasion d'élections, où P a besoin de S pour se conserver. D'où les recours imbriqués des engagements de réduire la distance P/S et des « viols par la propagande politique ». Le cap passé de l'expression de la « volonté populaire », les bonnes vieilles habitudes reprennent le dessus : « il fallait bien que quelque chose change, afin que tout reste comme avant ». Les transferts de substitution sont le prix à payer de cette incompatibilité, du côté de P, le service, *hard* ou *soft*, des dominants et du capital ; du côté de S les frustrations et les rêves d'alternative, et, le vide appelant l'objet, l'éventail se déploie des compensations : le renoncement à l'exercice du premier des droits, soit l'abstention ; les communautarismes à la place de la citoyenneté confisquée ; les replis extrémistes et l'anarchisme ; les révoltes, de la manifestation à l'émeute, promptement anesthésiées par le pouvoir. Encore est-ce pire lors de la présidentielle, où, nous dit gentiment le politologue Rozès : « la question sociale est relativisée par l'imaginaire présidentiel » (**Utopie critique**, n° 41, juin 07).

Nos 19 millions ont à parler dans un tel cadre. Contrairement à ce que prétendent des esprits chagrins et nantis, ils témoignent moins d'un « glissement à droite » de la société française que d'un sentiment d'impuissance poussant aux démissions. Les chiffres ne trompent pas : en regard des votes Sarkozy, l'addition des votes Royal, et de ceux des abstentions, blancs et nuls, dont l'amalgame insupportable tant au pouvoir, donne un total de près de 25 millions et demi. Nous n'avons certes pas affaire à trois blocs homogènes idéologiquement et socialement, il n'en demeure pas moins que bras cassés, insatisfaits et encolérés s'y rencontrent et qu'il ne fait pas de doute, aux yeux de tous les analystes, que, dans leur majorité, ils appartiennent à la « mouvance de gauche », selon l'expression convenue. Quelles qu'en puissent être les nuances, l'attitude de cette majorité relève d'une forme de *servitude volontaire* et, comme on le sait ou le voit caricaturalement, par exemple, chez la plupart des journalistes, l'asservissement produit la servilité. Les individus sont traversés par les influences qui proviennent du milieu dans lequel ils sont plongés. Il arrive qu'ils soient l'objet, ou plutôt la victime, d'un véritable formatage. Ne serait-il pas singulier qu'auprès de l'isolement déjà rencontré, au vrai de l'absence de solidarité, qui n'est pas qu'électoral, mais aussi politique et syndical, dans la mesure où ces organisations sont à la fois largement laminées et dépendantes des institutions, auprès des peurs diffuses et du besoin d'être rassuré, il ne faille pas prendre en considération les effets de stress, dont les sources sont multiples, et du harcèlement moral qui gagne dans les activités professionnelles ? Il n'est pas de formes de la vie en commun qui n'aient été agressées et quelquefois détruites par la société « post-moderne ». Où est passée la conviction que l'action politique avait pouvoir d'intervenir favorablement dans la vie sociale et économique ? J.-M. Domenech fait justement

remarquer que le temps n'est plus à la politisation de masse des années 70 et que les intellectuels de gauche (leur « silence ») ont perdu l'organicité dont ils pouvaient se réclamer, au profit de groupes de réflexion dûment instrumentalisés (**Sin Permiso**, juil. 2007). Le pouvoir politique, en tant que tel, indépendamment de ses orientations, s'est vu contraint de céder ses prérogatives aux multinationales, aux organismes de gestion planétaire ainsi qu'aux instances supranationales. Le cadre de la mondialisation et des politiques libérales a été accepté et largement intériorisé par tous, élus comme électeurs. La fatalité devient le leitmotiv des laisser faire : « L'Etat ne peut pas tout ». L'offre ne correspond plus à une attente qui n'est même pas formulée comme une demande. Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans une telle conjoncture, seuls des candidats de droite, exception faite des petits partis, se soient offerts aux suffrages des électeurs, - Sarkozy, Le Pen, Bayrou, Royal. Les prélèvements effectués par l'actuel chef de l'Etat parmi l'élite des prétendus combattants sous la bannière du « Tout sauf Sarkozy », n'est nullement assimilable à une défection, ni moins encore à une trahison. Il s'agit d'un simple déplacement sur l'échiquier politique qui a le mérite de mettre en plein jour la nature du PS. Les appels, de la complaisance à l'enthousiasme, à voter Chirac, en 2002, sous couvert de barrer la route au croque-mitaine du FN, étaient prémonitoires. Aujourd'hui, dans le même temps où la direction du PS condamne un Jacques Lang, elle dédouane et même loue un Strauss-Kahn d'être « plébiscité » par la Communauté européenne pour prendre la tête du FMI, sans s'interroger sur la présence d'un « socialiste » dans un organisme chargé de détourner vers les riches la richesse du monde et de creuser les inégalités. CQFD.

Chacun désormais se dit convaincu que le résultat le plus patent des élections rend indispensable le remodelage de la carte des partis politiques. La droite s'est débarrassée du gaullisme et de ce qui en subsistait de souci du social et de volonté d'indépendance, afin de serrer les rangs, en acceptant une stricte discipline. Les spéculations ne manquent pas sur l'éclatement du PS, tiré à hue et à dia par les ex-ralliés à la synthèse unitaire, ou sur le sort du PCF, où l'on hésite entre deuil annoncé et improbable résurrection, ou encore sur l'avenir d'un centre droite/gauche. Il ne s'agit de rien de moins que de faire surgir les bergers qui ramèneront les troupeaux bernés et désemparés des 19 millions et des 24 dans les verts pâturages. Les intentions sont saines, singulièrement celles qui entendent reprendre le projet avorté des comités du non, ou favoriser des regroupements autour des pôles les plus radicaux, la LCR, les survivants communistes du PC et, pourquoi pas ?, les inconvertibles au libéralisme du PS, s'il en reste. Les initiatives se multiplient rapidement, où se mêlent des horizons naguère encore séparés. « Nouveau PS » (Emmanuelli/Filloche), « Grand Parti de gauche » (Chevènement), « Confédération d'Action communiste » (G. Hage/Gastaud), « Maintenant à gauche ! » (Coquerel, Picquet, Labroille), « Gauche avenir » (Linneman/Wurtz), « Gagner 2012 » (fabiusiens), « Les Progressistes » (le rallié E. Besson), « Mémoire des luttes » (**Monde diplomatique/Utopie critique**), entre autres. On se gave de re-, comme *refondation, reconstruction, renaissance, restructuration, rénovation*, chargés sans doute d'exorciser les *rechutes, répétitions ou régressions*. Dans les annonces de congrès, on va même jusqu'à évoquer les *bilans*, qu'on s'emploie pourtant à éviter. On observe les expériences étrangères, où surgissent les mêmes croix, l'italienne, du Parti de la Rifondazione comunista, écartelé entre son alliance avec le gouvernement Prodi, l'apparition d'une nouvelle formation, le Partito democrata, et la volonté d'impulser « un nouveau sujet politique de gauche » (**Essere comunisti**, n°1, juin 07), l'allemande, avec la création de « Die Linke » (Lafontaine, Gysi), dont on attend beaucoup, en dépit du fait de ses fraîches alliances avec les socio démocrates dans quelques länder. Des groupes informels se constituent, des revues et des journaux sont en projet ou sortent déjà. Internet chauffe. Et toutes les gauches sont convoquées, qu'on ne savait pas si nombreuses, - *politique, sociale, syndicale, associative, culturelle, intellectuelle*, etc. Au centre des préoccupations, l'échange. Anne Borel, qui jette

un coup d'œil sur cette effervescence, titre significativement son article : « Assez d'action, place à la discussion ! » (**Marianne**, 13.07). Une phrase du manifeste, « La gauche en débat Résister Reconstruire », fait bonne mesure : « Créons partout...des espaces pluralistes de débat, de réflexion et d'initiatives pour nouer le dialogue ». Tout le programme est là : pluralité/débat. La messe est dite.

Or, cette messe-là, loin d'inaugurer quelque Vatican II politique, n'opère qu'un retour au latin banni depuis les années 80. Dialoguer, confronter les identités, respecter les autonomies, soit, mais sous les deux conditions que nous impose le problème de 19 millions. La première concerne le lieu d'exercice. Quand les mêmes mains détiennent la totalité des pouvoirs, exécutif, législatif, médiatique, financier, économique, militaire, policier, diplomatique, sans oublier le poids dans les grandes institutions, du Conseil constitutionnel au Conseil de la magistrature, couloirs, amphithéâtres et séminaires ne servent plus de rien. Une fois les urnes remises aux placards municipaux, la rue s'impose en tant que seule place d'intervention. Cela ne signifie ni rêve de barricades, ni grand soir (encore que...), mais l'inclusion et la solidarité actives dans les luttes que ne manquent déjà et ne manqueront pas de provoquer les dispositifs réactionnaires, des textes de lois aux différentes formes de répression. Les syndicats, largement englués dans les temporisations, les compromis et les reculs sont les premiers à malmener. S'y emploient déjà, en leur propre sein, des regroupements radicalisés. Les partis se disant de gauche, toujours tentés de satisfaire la galerie avec leurs rodomontades à l'Assemblée et les discussions en Commissions, sont à placer sous haute surveillance. La dénonciation des conduites d'esquive des uns et des autres, qui font le jeu du MEDEF, est plus que jamais à l'ordre du jour. La seconde condition requise, qui porte sur le contenu, donne leur sens à ces pratiques. Elle se trouve dans le droit fil des derniers résultats électoraux qui ne peuvent se comprendre sans mesurer le fossé créé et, volens nolens, entretenu entre la conjoncture et les réponses qu'elle appelle. La reconnaissance d'une totale inadéquation n'instruit pas seulement le procès des faux-semblants propagés par le phénomène de la social démocratisation, elle rend enfin perceptible aux yeux de tous la débilite des propositions de réformes qui ne font que conforter l'ordre dominant et berner la majorité de la population. Le stade mondialisé auxquels sont parvenus les rapports capitalistes de production, les nuisances et les infections qu'ils inoculent à toute société, frappent définitivement de caducité les tentatives de compromis gauche/droite. Le temps des palabres, des plans et des programmes soigneusement peaufinés à destination des militants, sympathisants et autres « citoyens » est révolu, au profit de la pédagogie inhérente aux luttes de classes, puisqu'il faut bien accepter d'appeler le réel social par son nom. Tout mouvement de protestation, de contestation, ou de révolte, est une école qui représente à la fois la prise de conscience du refus des fatalités, qu'elles soient présentées comme politiques ou comme économiques, et l'entraînement à briser avec les démissions et les impuissances. C'est pourquoi, il ne saurait être question de procéder à quelque tri parmi ces mouvements, ni de les hiérarchiser. Et ce n'est pas l'effort théorique qui se voit de la sorte invalidé, mais bien la position d'observateur.

Comme disait le père Hugo, « Le réel montre ses cornes sur le front bleu de l'idéal ». Les points aveugles des discours de campagne sont les points les plus éclairants. Pour aller à l'essentiel :

- La *mondialisation* proprement dite, la critique de sa nature, de ses stratégies et de ses conséquences représente le préliminaire de toute critique qui se donne comme fin de révolutionner les rapports sociaux existants, qu'il s'agisse de l'envisager sur le plan global comme nouvelle forme d'exploitation ou d'apprécier à l'échelle nationale ses effets matériels aussi bien qu'intellectuels. Point n'est besoin d'attendre le rapport commandé à Védrine pour savoir à quoi s'en tenir et convenir qu'il est désormais illusoire de croire à des aménagements favorables pour les populations. Quelques vulgaires et anecdotiques aspérités suffisent à dessiller les yeux les mieux clos : en regard du blocage du SMIC, les 59% d'augmentation de

« salaire », en un an, des grands patrons européens ; en regard des projets des restriction appliquées aux retraites, celle de Chirac, à 30.000 euros mensuels.

- *L'impérialisme*, appréhendé également sous ses deux aspects, international, qui fait des agressions armées l'axe de sa politique, et national, où les fanfaronnades dissimulent les soumissions. Veut-on une autre corne du réel ? Les seules guerres en Afghanistan et en Irak ont coûté 610 milliards de \$ aux USA

- *L'Europe*, non pas celle du suppositoire anti-douleur qu'on persiste à nous placer, mais celle de l'OTAN et des bases étatsuniennes, dont on n'exigera jamais assez le démantèlement.

- *L'international*, dont on a déploré l'absence avec des larmes de crocodile, non pas celui des élucubrations cosmopolitiques, ni des programmes altermondialistes, mais le concret, celui de la lutte de classes mondialisée elle aussi, qui lie entre elles toutes les manifestations anti-système, d'une grève de sidérurgistes en Corée à la résistance irakienne, par des solidarités communes, à reconnaître comme telles, contre les chacun chez-soi, promis aux défaites. La finalité de ces mises en cohérence engage la définition d'un nouvel internationalisme qui, sans rompre avec celui des organisations partidaires traditionnelles, les conjuguera avec les expériences de tous les dominés.

- *La lutte des classes*, qui a résisté aux enfouissements et aux dénégations, témoigne aujourd'hui, - autre leçon électorale, de son entêtante présence derrière chaque question en débat, quelle que soit sa dimension, du code du travail au statut des universités, aux parachutes dorés, à la carte scolaire et à l'ouverture des magasins le dimanche. A la différence des brouillages de « gauche », le durcissement droitier n'en fait plus mystère. Il suffit de voir ce qu'en dit Madame Lagarde, qui entend l'abolir (10.07) ou M. Imbert, du **Point**, qui tonne, assurément pour se faire peur, contre « les bastions syndicaux à forte nuisance publique toujours hostiles à la réforme » et les « pans entiers de la société [qui] restent chez nous imprégnés de la bigoterie socialisante du siècle passé » (13.07). Ne serait-il pas opportun, du côté résolument *adverse*, de retrouver ce bon vieux principe dynamisant qui avait nom « haine de classe » ? Sans oublier que ladite lutte conserve sa finalité : le pouvoir aux travailleurs et la fin des rapports capitalistes, dont la démocratie, débarrassée de tout épithète, demeure en effet la condition.

La politique, disait l'ami Lénine, commence où il y a des millions. Avec nos 19, et plus, car affinités, nous sommes en plein dedans. Il y a péril. Sachons quoi faire.

Georges Labica
(Juillet 07)

Publicado en Le Sarkophage, n° 2, 15 septembre 2007 (redaction@lesarkophage.com)